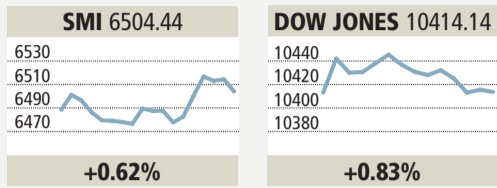


L'AGEFI

QUOTIDIEN DE L'AGENCE ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE À GENÈVE

DIFFÉRENDS FISCAUX ENTRE LA SUISSE ET L'UE
L'année 2010 s'annonce
encore plus tendue **PAGE 18**

JA-PP/JOURNAL — 1000 LAUSANNE 1



RÈGLEMENTATION DES GRANDES BANQUES

La Finma teste un nouveau modèle

PAGE 4

FORUM FINANCE GROUP S'ÉTEND Le renforcement de l'onshore

PAGE 4

L'EURO SOUS LA BARRE DE 1,50 FRANC La BNS brouille les cartes

PAGE 11

GROUPE FOSTER WHEELER Implantation à Genève

PAGE 5

ACCORD VAUD-GENÈVE SUR LE RAIL L'autoroute attend son heure

PAGE 7

FILIALE DE L'ORÉAL EN SUISSE Concentration à Genève

PAGE 5

CENTRALE D'ACHAT DES HUG ET DU CHUV Des économies par millions

PAGE 6

BANQUE HAPOALIM (SUISSE) Les restes de l'affaire Madoff

PAGE 4

Travail de fond sur la résonance



CÉLINE RENAUD. «Il nous a fallu un certain temps avant de vraiment comprendre ce que nous avions conçu.»

La créatrice et directrice de JMC Lutherie, au Brassus, veut développer le marketing et la distribution du Soundboard, une enceinte acoustique d'un nouveau genre. **PAGE 6**

L'industrie pharmaceutique otage de sa transparence

Le secteur n'arrive toujours pas à se dégager de l'évolution trop visible de ses pipelines. Attention aux surpondérations.

STÉPHANE GACHET

Les qualités défensives des valeurs pharma ne sont jamais remises en cause. Elles affichent pourtant une volatilité handicapante. Dégageant au final une évolution boursière très relative. En Suisse, le secteur fait toutefois partie des emblèmes industriels et l'investisseur y reste très attaché. A l'international, le consensus semble encore plus fort à recommander à l'achat les opérateurs cotés. Cer-

tes, le caractère anticyclique est indéniable, même si les défis à moyen terme font danser les agences de notation. Au cours du seul mois de décembre, Standard & Poor's a annoncé la poursuite de la croissance des groupes pharma en 2010. A contrario, Fitch a rappelé la pression grandissante pour l'industrie, notamment sur le terrain des brevets massivement en voie d'expiration. Le secteur bénéficie quoi qu'il en soit de fondamentaux ré-

putés très solides. Malgré la menace de politiques de santé plus restrictives, les besoins médicaux continuent d'alimenter une importante création de cash flow. L'évolution boursière démontre pourtant une réalité plus volatile. Suffisamment pour maintenir les grands opérateurs dans un long couloir, que rien ne semble achever. Même la vague de concentration n'a pas vraiment changé les contours de la compétition. C'est que le secteur

semble toujours plus incapable de créer la surprise. Dans le sens positif du moins. La plongée coup sur coup d'Addex et d'Actelion rappelle que la stabilité est relative. Ces reculs massifs rappellent surtout le paradoxe chronique de la pharma. Victime malgré elle de la transparence qui lui est imposée, en termes d'avancée technologique. La dépendance au pipeline demeure pourtant le vrai moteur de croissance. **PAGE 5**

AFFAIRE FALCIANI

La France redevient plus conciliante

La restitution des données bancaires volées n'apaisera pas le contentieux avec Paris.

Le procureur général d'Aix-en-Provence a annoncé hier que les renseignements bancaires volés chez HSBC seraient rendus «très prochainement» à la Suisse. L'ultimatum lancé la semaine dernière par Berne, qui exigeait de récupérer ces données avant Noël, a peut-être porté ses fruits. Les optimistes diront qu'enfin, le Ministère public de la Confédération connaîtra l'étendue des informations détenues par la France et qu'il pourra accélérer son enquête sur le piratage.

Mais cette soudaine volte-face française - la demande de restitution remonte à début 2009 - ne résout rien au contentieux avec Paris. Sous la direction d'Eric de Montgolfier, la justice tricolore poursuit son enquête liée à des soupçons de blanchiment et le fisc n'a pas arrêté de lancer de nouvelles enquêtes s'appuyant sur les informations transmises par Falciani. Bref, la France a beau jeu de rendre des données illégales qu'elle exploite déjà. Paris souhaite peut-être sauver la nouvelle convention de double imposition, dont Berne a gelé la ratification. Une CDI critiquée car elle contient une clause litigieuse et qui ne devrait pas être sauvée par ce grossier subterfuge. **PAGE 3**

FINANCEMENT DES BIOTECHS

L'avantage concurrentiel se déplace

Réputé risqué, le secteur des biotechs a souffert du peu d'engagement des investisseurs en 2008 et en 2009. Au plus fort de la crise, et faute de financement, pas moins de 60% des entreprises de biotechnologies étaient menacées de faillite au niveau mondial. Dans ce contexte plutôt tendu, la Suisse a longtemps été perçue comme un eldorado pour les biotechs. La présence de centres de recherche d'excellence privés ou publics, et de grands acteurs pharmaceutiques, susceptibles de s'arracher à prix d'or le fruit de leurs découvertes (de nouvelles molécules), ainsi que d'investisseurs de références ont largement participé au succès du milieu. La donne risque aujourd'hui de changer. Fort du sou-



HERVÉ DE KERGRÖHEN. Il a basé sa start-up Anavex à Archamps.

tien de l'Etat, les entreprises ont la possibilité, en France, de disposer de nombreux encouragements à la recherche via un financement partiel de la recherche. Compte-tenu des nouvelles conditions, le site d'Archamps a pour objectif de capitaliser sur ces nouveaux outils pour s'imposer dans le milieu. **PAGE 5**

ÉDITORIAL PHILIPPE REY

Les mutations de l'asset management

Plus d'une année après la faillite de Lehman Brothers, l'industrie de l'asset management se bat toujours pour s'adapter au nouveau monde des services financiers. Elle n'a pas fait couler autant d'encre que la problématique liée au private banking, mais sa mutation n'en est pas moins considérable. D'autant plus que certains gérants d'actifs n'ont pas du tout retrouvé la masse sous gestion record de 2007, voire du début 2008, malgré la reprise forte des marchés des actions en 2009. La mutation se poursuivra en 2010, avec pour impératif catégorique de restaurer durablement la confiance des clients, placer leurs intérêts au centre des préoccupations des banques et des autres gérants d'actifs. Cette tâche ne peut évidemment pas être conduite isolément. D'autres facteurs sont en effet interconnectés et cruciaux: améliorer les pratiques de gestion des risques, réduire les

coûts fixes et réinventer le modèle de détermination des prix. Il n'existe pas trente-six solutions. La pression des grands investisseurs sur les marges va perdurer. Il faut donc soit établir un avantage en termes de coûts dans des activités traditionnelles, ou qui le deviennent, tels certains placements alternatifs, au moyen d'économies d'échelle et d'une plate-forme globale, soit développer une spécialité ou une approche qui procure un avantage durable en termes de services et performance, susceptibles de procurer des commissions plus élevées à ceux qui y parviennent. Ces deux approches ne sont pas inconciliables. Au contraire, les entreprises qui y parviendront seront gagnantes. Taille et performance peuvent faire bon ménage. Il existe des grands groupes qui revendiquent déjà publiquement ce statut ou le prouvent depuis des années. Ces sociétés gagnent et gagneront des

parts de marché rentables, augmenteront leurs revenus et bénéfices et atteindront finalement le rivage en meilleure position concurrentielle. Par ailleurs, les officines spécialisées, qui restent fidèles à un style de gestion qui a fait ses preuves au fil des ans, ont encore de beaux jours devant elles. L'avenir sera, en revanche, moins radieux pour les instituts médiocres en termes de performance et de coûts. Il existe déjà des écarts sensibles en termes de capitalisation boursière pour les firmes d'asset management. Le modèle de banque intégrée peut-il remplir les exigences d'excellence dans l'asset management? Ce n'est pas impossible, bien que difficile, étant donné les conflits d'intérêt latents. La combinaison des forces, en l'espèce, semble être une solution appropriée. C'est en tout cas un solide défi à relever pour les dirigeants des grandes banques. **PAGE 4**

Garder les pieds sur terre.



www.ca-suisse.com

CRÉDIT AGRICOLE SUISSE
PRIVATE BANK



9 771421 948004 20052